



Rapport Quotidien de Veille sur la RDC

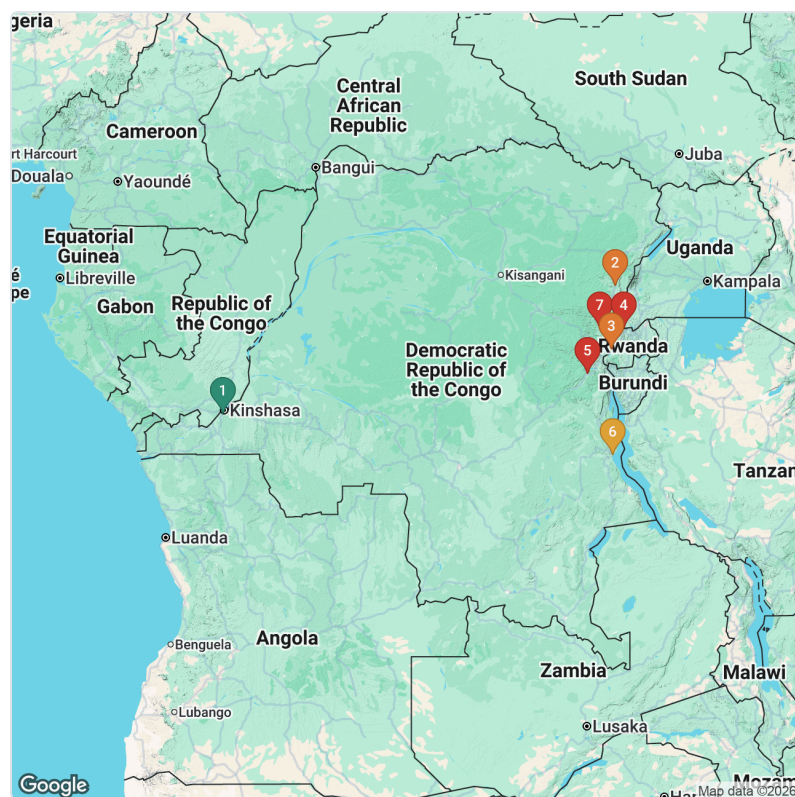
Couvrant 15 Oct 06:00 – 16 Oct 06:00 UTC

Cuivre 14 595 \$/t ▲ +0,39 % | Cobalt 39 345 \$/t → | Étain 50 700 \$/t ▲ +0,6 % | Or 4 181,10 \$/oz ▲ +0,26 %
 Brent 109,86 \$/baril ▲ +3,7 % | CDF par USD 2 265,50 ▼ -0,1 %

Données de marché — clôture en fin de journée · règlement au comptant LME · Cobalt LME/Fastmarkets · contrat de première ligne COMEX · contrat de première ligne ICE
 Brent · taux indicatif BCC · au 16 octobre 2026. Les prix ont été extraits de la source au moment de la collecte, non générés par modèle.

CARTE DE SITUATION — ÉVÉNEMENTS (DERNIÈRES 24 H)

● SÉCURITÉ ● SANTÉ PUBLIQUE ● EXPLOITATION MINIÈRE ● POLITIQUE ● ÉCONOMIE ● GÉOPOLITIQUE



- 1 Le Gouvernement tient la première réunion du Comité de pilotage du projet « Vision et Gouvernance pour la Paix » — Kinshasa
- 2 L'épidémie d'Ebola touche de manière disproportionnée les enfants du Nord-Kivu — Butembo, Nord-Kivu
- 3 MSF transfère ses activités médicales à Première Urgence Internationale — Sake
- 4 Les forces armées du FRN déclarent leur disponibilité à marcher sur Kinshasa — Goma
- 5 Les survivants du massacre du Kivu réclament un cadre formel de justice transitionnelle — North and Sud-Kivu
- 6 Les milices locales profitent de la guerre contre le M23 grâce à l'exploitation artisanale de l'or. — Kalemie region (Katanga)
- 7 Les mercenaires d'Erik Prince combattent pour le gouvernement de la RDC en échange de concessions minières. — Est de la RDC

NIVEAU DE MENACE **CRITIQUE** **HAUT** **ÉLEVÉ** **VIGILANCE** — ainsi que la barre colorée à côté de chaque élément

VÉRIFICATION **CONFIRMÉ** corroboré par au moins deux sources **RAPPORTÉ** source unique

SÉCURITÉ ET CONFLIT

Les forces armées du FRN se disent prêtes à marcher sur Kinshasa — Goma

VIGILANCE

Le 15 octobre, les forces armées du Front pour la Refondation de la Nation (FRN) ont annoncé qu'elles étaient prêtes à protéger les civils et à « libérer l'ensemble du pays », affichant clairement leur intention de marcher sur Kinshasa. Ce mouvement politico-militaire, créé le 12 octobre à Goma, ville contrôlée par les rebelles, sous la direction de l'ancien président Joseph Kabila, s'était alors donné pour objectif de mettre fin à la « tyrannie » du président Tshisekedi « par tous les moyens nécessaires, y compris le recours à la force ». Il regroupe d'anciens éléments de l'AFC/M23, avec Corneille Nangaa, Bertrand Bisimwa et le major-général Sultani Makenga comme vice-présidents. Les pourparlers de paix se poursuivent à Doha, mais cette annonce rend leur issue beaucoup plus incertaine.

RAPPORTÉ

Selon l'AFP, Erik Prince et des paramilitaires occidentaux combattent aux côtés de Kinshasa en échange de concessions minières

HAUT

Une enquête de l'AFP publiée le 16 octobre indique que l'homme d'affaires américain Erik Prince, fondateur de la société de sécurité privée Blackwater, et des paramilitaires occidentaux sont devenus des acteurs clés du conflit, au service du gouvernement congolais. L'arrangement est décrit comme « la paix contre des minerais » : ces combattants obtiennent des concessions de terres rares en échange de leurs services militaires. L'enquête décrit un réseau plus large de mercenaires dans l'est du pays et soulève des questions sur la redevabilité, les chaînes de commandement et le rôle des acteurs armés étrangers dans un conflit qui a déjà déplacé des millions de civils. L'implication de Prince avait déjà été signalée par le Groupe d'experts de l'ONU.

RAPPORTÉ AFP / Courthouse News

Région de Kalemie (Tanganyika) : des milices locales profitent de la guerre contre le M23 pour contrôler l'orpaillage artisanal

ÉLEVÉ

Selon un rapport de l'AFP publié le 16 octobre, des groupes armés locaux affiliés aux Mayi-Mayi et aux Wazalendo, dans le sud-est de la RDC, profitent du conflit contre le M23 pour renforcer leur emprise sur les mines d'or artisanales de la région de Kalemie. Des adolescents armés de kalachnikovs gardent les sites, tandis que leurs commandants tirent profit d'une économie de guerre bâtie autour de l'extraction minière. Le rapport montre que la campagne militaire contre le M23 favorise des économies criminelles parallèles, ce qui compliquerait tout futur processus de DDR (désarmement, démobilisation et réintégration).

RAPPORTÉ AFP

Le FRN reprend la place de l'AFC/M23, désormais dissoute, dans le processus de paix de Doha

HAUT

Le Front pour la Refondation de la Nation (FRN), tout juste créé, a officiellement revendiqué le 15 octobre l'ensemble des droits et obligations de l'ex-AFC/M23 dans les pourparlers de paix de Doha avec Kinshasa. Cette annonce fait suite à la création du FRN à Goma le 12 octobre, qui a mis fin à l'appellation AFC/M23. Le FRN se présente désormais comme le principal interlocuteur du gouvernement Tshisekedi dans ce processus mené sous médiation qatarie. Kinshasa n'a pas encore formellement accepté ce changement. La situation se complique du fait que le FRN affirme, dans le même temps, être prêt à recourir à la force contre le gouvernement.

RAPPORTÉ Eastleigh Voice / New Times Rwanda

Des survivants des massacres au Kivu réclament un cadre de justice transitionnelle

VIGILANCE

Le 16 octobre, des organisations de la société civile et des survivants de violences de masse dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu ont appelé l'État congolais à mettre en place un cadre de justice transitionnelle pour traiter les crimes de guerre commis dans l'est du pays depuis trente ans. Selon eux, sans mécanisme de responsabilité crédible, les acteurs armés ne craignent aucune sanction et l'impunité reste la règle. Cet appel fait suite à plusieurs massacres de civils documentés au Kivu, et intervient alors que le conflit avec le FRN (ex-AFC/M23) se poursuit. Des organisations internationales de plaidoyer l'ont soutenu, en rappelant les obligations de la RDC au titre du Statut de Rome.

RAPPORTÉ Flux rationnel

Rapport du DIIS : 694 barrages routiers alimentent l'économie de guerre dans l'est de la RDC

ÉLEVÉ

Un rapport de l'Institut danois d'études internationales (DIIS), publié le 15 octobre, recense 694 barrages routiers actifs dans l'est de la RDC, contrôlés par quatre grands acteurs armés (M23/FRN, FARDC, Wazalendo et d'autres groupes) sur trois grands corridors commerciaux. Selon l'étude, c'est le contrôle des routes, plus que l'occupation du territoire, qui alimente l'économie du conflit. Les taxes prélevées aux barrages financent les groupes armés et la guerre. Tout accord de paix qui ne s'attaquerait pas à ces prélèvements sur la circulation des civils et des marchandises serait donc difficile à faire accepter aux belligérants. Le DIIS présente ce travail comme la cartographie la plus complète à ce jour de l'économie de guerre en RDC.

CONFIRMÉ DIEU (diis.dk)



SANTÉ PUBLIQUE

Le Kenya confirme un deuxième cas d'Ebola lié à l'épidémie en RDC.

ÉLEVÉ

Le 15 octobre, le Kenya a confirmé un deuxième cas d'Ebola : un proche de 39 ans du premier patient, un homme de 40 ans décédé après un voyage depuis la RDC via l'Ouganda. Le second patient était déjà en quarantaine lorsque les symptômes sont apparus. Les autorités sanitaires affirment que les deux cas sont liés et qu'aucune transmission communautaire plus large n'a été constatée. Sur les 128 contacts du premier patient, 113 sont en quarantaine ; les recherches se poursuivent pour retrouver les 15 autres. Le Kenya indique que les voyages, le commerce et les rassemblements publics restent autorisés sans restriction. Plus de 4 000 personnes sont décédées d'Ebola en RDC en 2026.

RAPPORTÉ AllAfrica

MSF confie ses activités médicales à Première Urgence Internationale — Sake

ÉLEVÉ

Après 13 mois d'activité à Sake (territoire de Masisi, Nord-Kivu), Médecins Sans Frontières (MSF) a transféré ses activités médicales à Première Urgence Internationale (PUI) le 15 octobre. Pendant cette période, MSF a pris en charge environ 3 500 enfants de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition, assisté plus de 1 740 accouchements, soigné plus de 10 300 survivants de violences sexuelles et apporté un soutien psychosocial à plus de 10 400 personnes. L'organisation avait aussi remis en état et équipé le centre de santé de Sake, endommagé lors des combats de janvier 2025, et mis en place une unité de traitement du choléra. Le transfert comprend le matériel médical, les équipements et un appui logistique, pour assurer la continuité des soins. MSF redéploie ses ressources vers des zones où la sécurité est difficile et les besoins plus importants, notamment Katoyi, dans le territoire de Masisi.

RAPPORTÉ Actualite.cd



POLITIQUE ET GOUVERNEMENT

Le gouvernement tient la première réunion du comité de pilotage du projet « Vision et gouvernance pour la paix »

ÉLEVÉ

Le 15 octobre, le gouvernement a tenu la première réunion du comité de pilotage du projet « Vision et gouvernance pour la paix » (VGP). Coordinée par la Première ministre Judith Suminwa Tuluka, elle était présidée par le vice-Premier ministre de l'Intérieur, Jacquemin Shabani Lukoo. Soutenu par l'ONU et doté de 1,1 million de dollars, ce projet vise à renforcer la prévention des conflits et la consolidation de la paix. La réunion a validé un plan de travail pour 2026-2028, recensé les zones à risque et les mécanismes de prévention existants, et renforcé la coordination entre ministères.

CONFIRMÉ @PrimatureRDC



POLITIQUE ET DIPLOMATIE

Le président Tshisekedi reçoit le ministre ivoirien de la Défense

VIGILANCE

Le 15 octobre, le président Félix-Antoine Tshisekedi a reçu à Kinshasa, à la Cité de l'Union africaine, le vice-Premier ministre et ministre ivoirien de la Défense, Téné Birahima Ouattara, porteur d'un message du président ivoirien Alassane Ouattara. Les discussions ont porté sur le renforcement des relations bilatérales et de la coopération entre les deux pays.

CONFIRMÉ @Présidence_RDC



JURIDIQUE ET RÉGLEMENTAIRE

Un responsable de la société civile réclame le transfert de Kabila à la CPI

ÉLEVÉ

Le 15 octobre, Jean-Claude Muyambo Kyassa, président national de la Solidarité congolaise pour la démocratie (SCODE), a publiquement demandé que Joseph Kabila soit remis à la Cour pénale internationale (CPI), estimant que ses actions justifient des poursuites. Il a comparé ce cas à celui de Jean-Pierre Bemba, jugé par la CPI, et affirmé que Kabila devrait connaître le même sort judiciaire. Il a ajouté que Kabila ne devrait pas être autorisé à retourner au Katanga, jugeant son rôle politico-militaire actuel incompatible avec son statut d'ancien chef d'État.

RAPPORTÉ Actualite.cd



ÉCONOMIE ET MACROÉCONOMIE

La RDC présente un plan de 16,5 milliards de dollars pour le logement et le développement urbain

ÉLEVÉ

Le ministre d'État à l'Urbanisme et à l'Habitat, Alexis Gisaro Muvunyi, a présenté le Plan décennal d'urbanisme et d'habitat (2026-2035), chiffré à 16,5 milliards de dollars. Il vise à financer un logement décent pour 500 000 ménages, à renforcer les infrastructures urbaines et à améliorer l'accès aux services de base. Près de 40 % du budget (6,4 milliards) est destiné à Kinshasa. D'ici 2035, le gouvernement veut adopter 26 plans directeurs urbains, constituer 62 000 hectares de réserves foncières et porter l'accès urbain à l'eau potable à 80 % et à l'électricité à 75 %. Le financement reposera sur des partenariats public-privé, l'aide des bailleurs et des fonds publics. Des études techniques seront d'abord menées dans neuf villes pilotes, dont Kinshasa, Lubumbashi et Kisangani.

RAPPORTÉ

DeskEco



ÉNERGIE

La RDC crée un service national de dispatching de l'électricité

ÉLEVÉ

Ce service aura pour mission de coordonner la production et le transport de l'électricité, d'optimiser en temps réel la circulation de l'énergie sur le réseau national et de gérer les échanges d'électricité. Cette réforme est portée par le ministre des Ressources hydrauliques et de l'Électricité, Aimé Sakombi Molendo.

CONFIRMÉ

@Min_Resshyd_rdc



LISTE DE SURVEILLANCE

- Surveiller la posture militaire des FRN/Kabila et toute avancée armée vers Kinshasa ; suivre la réponse des pourparlers de paix de Doha à la revendication par les FRN du statut de successeur des AFC/M23 et la position officielle de Kinshasa.
- Suivre de près l'examen des opérations paramilitaires d'Erik Prince et des forces occidentales en RDC ; être attentif aux rapports du Groupe d'experts de l'ONU, aux réactions du Congrès américain ou de l'UE, et à la reconnaissance officielle de cet accord par le gouvernement de la RDC.

Avertissement : Ce rapport est généré à l'aide d'outils de renseignement automatisés et open-source et d'informations accessibles au public. Il est fourni à titre informatif uniquement, ne constitue pas un conseil professionnel et peut contenir des inexactitudes ou des omissions ; les destinataires doivent vérifier indépendamment son contenu avant de s'y fier. Conditions générales complètes : <https://tellurianresearch.com/terms-and-conditions/>